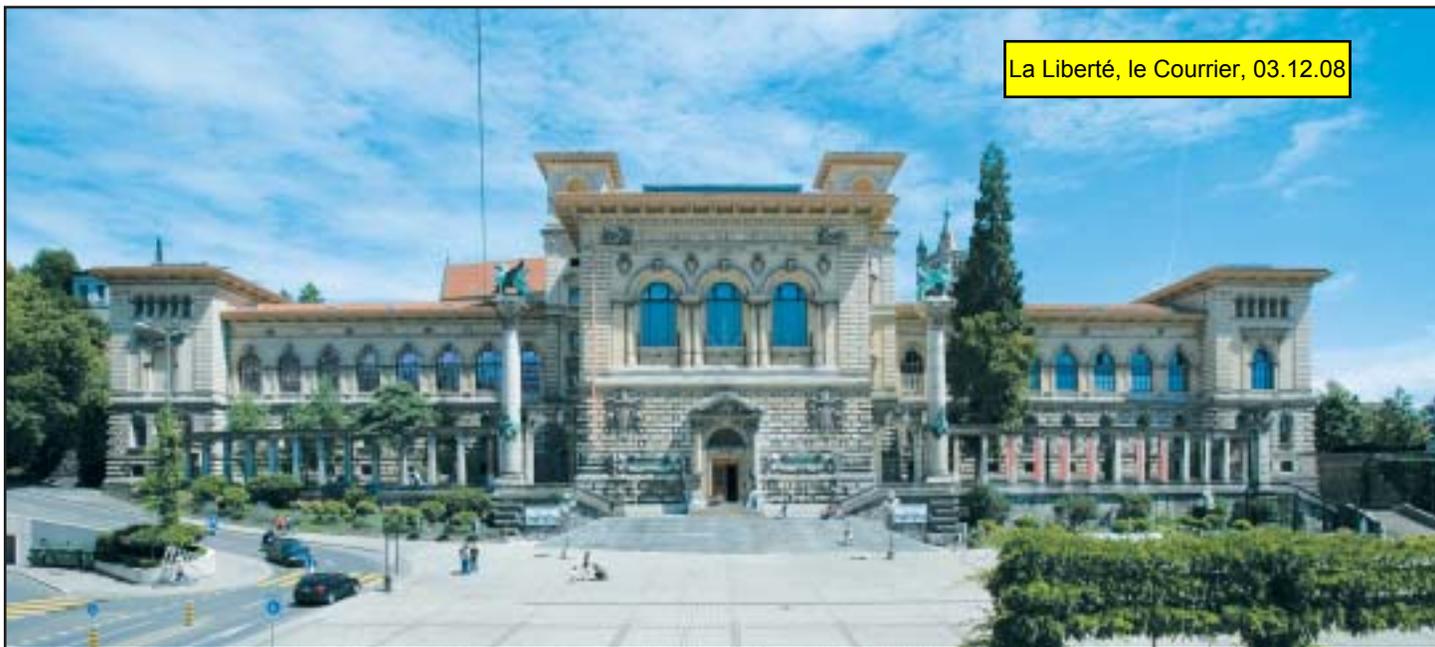


Tout est à examiner pour un futur musée

La Liberté, le Courier, 03.12.08



La voix des référendaires continue de plaider pour le Palais de Rumine et la place de la Riponne. KEYSTONE

JÉRÔME CACHIN

Pas moins de quatre textes différents ont été déposés hier au Grand Conseil. Tous encouragent l'élaboration rapide d'un nouveau projet de Musée des beaux-arts, après l'échec du projet Ying-Yang sur la parcelle de Bellerive, dimanche, par 52,4% des votants.

La voix des référendaires continue de plaider pour le Palais de Rumine et la place de la Riponne, la vision alternative d'un «Grand Rumine». Le député UDC Gabriel Poncet, qui avait rédigé le rapport de minorité contre le projet de Bellerive, signe aujourd'hui un postulat qui demande au gouvernement de confier à un «expert externe compétent» une étude de faisabilité. «Cette étude aura pour but de mettre en évidence, sans idées préconçues, les possibilités en particulier spatiales et techniques envisageables, leurs limites et les obstacles juridiques éventuels, en s'inspirant des réalisations faites ou en cours dans les autres musées cantonaux de beaux-arts», écrit le député. Il rédit aussi que la décision, en

1991, de sortir les beaux-arts du Palais de Rumine, a été prise par le gouvernement «contre l'avis donné par le groupe d'experts qu'il avait lui-même mandaté». Le texte est cosigné par des députés membres du comité référendaire, par une partie du groupe UDC, mais aussi par quatre députés Verts, dont la présidente du groupe, Sandrine Bavaud.

Trois autres textes ont été déposés: un libéral, un socialiste et un radical. Ils ont pour point commun de demander une analyse du «non», ce que dimanche le Conseil d'Etat avait annoncé vouloir entamer. Le postulat du groupe libéral n'exclut pas de travailler sur un développement du Palais de Rumine. «Nous demandons de revoir toutes les possibilités, de maintenir les liens avec les milieux privés, explique le numéro un du groupe, Jean-Marie Surer. Et aussi examiner la piste d'un musée intercantonal lémanique impliquant le Valais, Vaud et Genève.»

Le groupe socialiste aussi y va de son postulat, dans lequel il demande «le réexamen complet

de toutes les implantations possibles pour le nouveau musée, une muséographie ainsi qu'une synthèse détaillée des projets des autres musées sis à Rumine.» Signataire du texte, la présidente du PS, Cesla Amarelle, se précautionne: «Il ne faut pas croire que le vote du 30 novembre est un plébiscite pour la solution du Grand Rumine.»

Enfin, Marc-Olivier Buffat, vice-président du Parti radical,

dépôt une interpellation avec un projet de résolution. Dans son interpellation, le Lausannois dit regretter «des lacunes importantes dans la conduite du projet et en particulier dans la démarche participative». En revanche, il considère le «départ du Musée des beaux-arts du Palais de Rumine» comme un fait acquis. Sa résolution demande une information régulière et détaillée de l'avancement d'un nouveau projet. I

CE N'EST PAS LE CHÂTEAU QUI SONDE LES «NON»

Ce n'est pas le canton qui fait sonder un échantillon de la population, suite à l'échec du projet de musée. Dimanche, Anne-Catherine Lyon disait qu'il était trop tôt pour dire comment se concrétiserait «l'analyse profonde» du refus des Vaudois. Or, depuis lundi, l'institut MIS-Trend effectue un sondage par téléphone, sans dévoiler le nom de son client. Certains sondés ont pu penser qu'il s'agissait de l'Etat de Vaud. «Ce n'est pas le Département de la formation et de la jeunesse, ce n'est pas non

plus la Chancellerie qui a commandé ce sondage et il est impossible que cela vienne d'ailleurs au sein de l'Etat», explique la collaboratrice personnelle d'Anne-Catherine Lyon, Chantal Ostorero. Seules quatre questions ont été posées à une personne ayant voté «non». Emplacement du projet, architecture, sortie du Palais de Rumine et coût: quels sont les poids respectifs de ces paramètres dans la motivation du refus? C'est ce que cherche à savoir l'institut de sondage. JC